

Sécheresse : les agriculteurs du Vaucluse réclament de l'eau, pas seulement des aides



Face à une sécheresse qui s'installe et à la répétition des épisodes de canicule, la [FDSEA](#) de Vaucluse (Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles) et les Jeunes Agriculteurs demandent des réponses structurelles. Après une réunion avec [le préfet Thierry Suquet](#), le 17 août, ils alertent sur la fragilité croissante des exploitations et placent l'accès à l'eau au cœur de l'avenir agricole du département.

En Vaucluse, département habitué aux fortes chaleurs, les agriculteurs composent depuis longtemps avec les caprices du climat. Cette année encore, la succession des épisodes de chaleur et l'absence de précipitations suffisantes mettent les cultures à rude épreuve. La situation hydrologique s'est d'ailleurs nettement dégradée au cours de l'été. Au 24 août, le préfet a placé la Durance et la Nesque en alerte renforcée, tandis que le Calavon amont et le Sud-Luberon demeurent à ce niveau de restriction. Les bassins du Calavon médian et des Sorgues sont, eux, en alerte.

Pour la [FDSEA 84](#) et les [JA 84](#) (Jeunes agriculteurs de Vaucluse), : «Sans eau, il n'y a pas de production, sans production, il n'y a pas d'argent pour faire vivre une exploitation», résument-ils.

Ecrit par Mireille Hurlin le 25 août 2026



Copyright Facebook Jeunes Agriculteurs de Vaucluse

Des aides mais pas de stratégie

Les mesures de soutien sont évidemment les bienvenues pour les exploitants les plus durement touchés. Mais elles ne sauraient constituer une réponse durable à des aléas climatiques appelés à se répéter. Les syndicats expliquent : « Indemniser les pertes après chaque épisode de sécheresse ne suffira pas si les exploitations restent insuffisamment équipées pour y faire face. » Ils réclament un accompagnement spécifique pour les exploitations fragiles, celles déjà confrontées à d'autres crises, et les jeunes installés, notamment à travers des exonérations ou des abattements permettant de ne pas aggraver leurs difficultés de trésorerie.



Ecrit par Mireille Hurlin le 25 août 2026

Mieux s'équiper pour continuer d'exister

La demande porte aussi sur les équipements, comme un accès plus simple aux dispositifs permettant de développer le goutte-à-goutte et la micro-aspiration, avec des règles suffisamment souples pour ne pas écarter certains territoires ou certaines exploitations.

Le paradoxe d'un département agricole et irrigué

Le Vaucluse n'est pourtant pas dépourvu de réseaux d'irrigation puisque l'histoire agricole du département a accompagné le développement de l'arboriculture et du maraîchage. L'irrigation gravitaire traditionnelle a progressivement laissé place, notamment depuis les années 1960, à des réseaux sous pression et à des techniques d'irrigation localisée, permettant de mieux maîtriser les apports. Aujourd'hui, les agriculteurs estiment que cet héritage doit être adapté aux nouvelles réalités climatiques. Ils pointent notamment la lenteur de certains projets d'aménagement et la complexité des démarches nécessaires pour sécuriser l'irrigation.

Ecrit par Mireille Hurlin le 25 août 2026





Ecrit par Mireille Hurlin le 25 août 2026

Copyright Facebook Jeunes agriculteurs de Vaucluse

La position de l'Etat

L'État rappelle de son côté que les prélèvements agricoles sont soumis à une gestion collective : en Vaucluse, la Chambre d'agriculture agit comme organisme unique de gestion collective pour les prélèvements destinés à l'irrigation. Derrière la bataille de l'eau se joue aussi celle du maintien d'une agriculture locale. Vergers, maraîchage, cultures spécialisées : ces productions font vivre des exploitations, mais également tout un tissu économique lié à la transformation, au transport et au commerce.

Les propositions des agriculteurs

C'est pourquoi la FDSEA et les JA proposent des prélèvements encadrés, l'accès à des réseaux performants et à des équipements économes pour concilier production et sobriété. Le risque, à leurs yeux, serait de laisser disparaître progressivement les exploitations qui ne disposent pas d'un accès suffisamment sécurisé à l'eau. Avec, à terme, une dépendance accrue aux importations de produits agricoles, alors même que ceux-ci peuvent être cultivés dans des conditions et avec des normes différentes. Pour les agriculteurs vauclusiens, l'urgence n'est donc plus seulement de réparer les dégâts mais à préparer les exploitations à un climat qui change et un accès à l'eau dont dépend la survie des exploitations

Sources : Préfecture de Vaucluse, [situation sécheresse 2026](#) ; [Irrigation 84](#) ; [Agence de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse](#).

Mireille Hurlin